

LE MOIS DU MCG

Des espoirs pour 2021

Le moins que l'on puisse dire c'est que l'année a commencé difficilement et nous attendons tous une amélioration.

L'incertitude de la crise sanitaire n'est pas encore levée, pourtant le MCG ne reste pas inactif. Au Grand Conseil, de nombreux textes sont examinés.

Sur le front de l'assurance-maladie, où le MCG a toujours été à la pointe, notre conseiller d'Etat Mauro Poggia a défendu devant les Chambres fédérales l'une des trois initiatives déposées collectivement par un ensemble de cantons. Nous ne lâchons rien en ce domaine.

Nous nous réjouissons de pouvoir recommencer les stands politiques avec les beaux jours et la levée des restrictions officielles. Quant aux difficultés économiques qui s'annoncent, elles réclameront toute notre attention et notre énergie.

Assurance-maladie

Les profiteurs de la crise Covid

Alors que de nombreux employés sont licenciés, des commerçants ruinés, et les Etats lourdement endettés, les caisses maladie se retrouvent avec 11 milliards de réserves.

Elles étaient prévues pour une grande épidémie. Une épidémie qui a eu lieu en 2020 mais a enrichi et non appauvri les assureurs maladie. Voilà comment cela a été rendu possible.



Le Mouvement Citoyens Genevois dénonce depuis 2005 le scandale des réserves des caisses-maladie, qui augmentent artificiellement le niveau des cotisations ruineuses pour les Genevois. En effet, bénéficiant de l'obligation d'assurance et du monopole étatique de la LAMal, ces assureurs qui sont le lobby le plus puissant au travers des partis nationaux font la loi. Ils ont réussi à profiter de la crise sanitaire Covid, en engrangeant les milliards, alors qu'ils auraient dû les premiers faire oeuvre de solidarité. (lire la suite en page 2)



Est-ce raisonnable de se mettre la tête dans le sable comme une autruche?

En direct du Grand Conseil

Fiscalité: gare à l'attrape-nigauds

Le Grand Conseil examine la réévaluation de l'immobilier. De 100 à 200 millions seront ponctionnés chaque année. Le MCG s'est inquiété des sommes supplémentaires que nous devons reverser aux autres cantons (répartition inter-cantonale RPT) et du poids pour les petits propriétaires, en particulier. Nous avons déposé une motion pour y voir plus clair (Motion 2729). En effet, à l'heure où cette motion a été déposée au Grand Conseil nous ne connaissions pas le montant d'impôts supplémentaire qui serait reversé à d'autres cantons au titre de la RPT. Le MCG qui s'inquiète autant des difficultés des locataires que des petits propriétaires, s'inquiète de voir certains d'entre eux, en particulier les retraités, se retrouver taxés de manière excessive et devoir quitter leur logement.



Les profiteurs du Covid

(suite de la page 1)

En 2019, les réserves des caisses-maladie suisses étaient au niveau exorbitant de 9,476 milliards et elles ont encore augmenté pour atteindre 11,327 milliards. Ce sont ces mêmes réserves qui sont censées financer les conséquences d'une très grave épidémie selon la fable qui nous est racontée depuis des dizaines d'années.

Preuve est faite que ces milliards ne servent à rien et qu'il convient de supprimer ces réserves qui sont à la fois coûteuses pour les assurés et parasitent le financement de notre système de santé publique.

Le canton de Genève a trop payé

Les dépenses liées à la crise sanitaire du Covid ont pourtant très fortement augmenté aux dépens du canton de Genève. Les contribuables ont financé les tests, les masques et soins non couverts par la scandaleuse loi fédérale sur l'assurance-maladie. Pendant ce temps, le canton de Genève a dû financer plus de 160 millions supplémentaires pour les dépenses extraordinaires des HUG dues au Covid. Nous avons dû également indemniser certains secteurs économiques. Pendant ce temps, les caisses-maladie se reposent sur les milliards qu'elles ont économisés sur notre dos. Tout ceci, parce que les assureurs disposent de conseillers nationaux et conseillers aux Etats (principalement du PLR, du PDC et de l'UDC) qui défendent servilement leurs intérêts. L'absence du MCG au Parlement fédéral se fait sentir.

François Baertschi

Journal «Le Citoyen», organe du MCG.
Responsable: Francisco Valentin, président.

Rédacteur: François Baertschi. MCG, case postale 155, 1211 Genève 13.



Dossier Swissport



Le désarroi des employés

Désespéré, un employé de Swissport a posé cette affiche près de la gare Cornavin. Une réalité inacceptable.





L'Etat de Genève fait une campagne de publicité contre le travail au noir. Un travail au noir qu'il va financer grâce à la votation du 7 mars.

Votations du 7 mars

Travail au noir: les électeurs ont été trompés

Au moyen d'un tour de passe-passe, les électeurs genevois ont accepté 15 millions servant à indemniser le travail au noir. .

Les électeurs du canton de Genève ont été abusés. Ils ont dit oui, de bonne foi, à une indemnisation dans le cadre de la crise Covid. Mais il fallait lire le détail de la loi pour comprendre, après s'y prendre à plusieurs fois, que le travail au noir serait indemnisé par l'Etat de Genève. Etat qui affirme officiellement combattre le travail au noir. Bravo, les hypocrites!

Le MCG dénonce pareils procédés qui ne font pas honneur à notre système démocratique. En effet, la question de la votation a été mal formulée à dessein. Ce qui a induit en erreur les électeurs.

Le MCG est déterminé à refuser la dégradation de nos institutions et des procédés qui causent du tort autant aux personnes de nationalité suisse qu'aux étrangers établis régulièrement dans notre canton. Ce genre d'astuces inacceptables causent un très grand tort à nos institutions et participent au malaise général.

Dossier Swissport

Le désarroi des employés

Nous avons recueilli les témoignages inquiétant de ceux qui travaillent pour cette société.



Pendant des années, l'aéroport de Genève a engrangé des dizaines de millions de bénéfices, 90 millions en 2019. Cette prospérité a complètement échappé aux employés de Swissport. Nous avons pu rencontrer des employés qui témoignent, de manière discrète.

«Comment vivre à Genève?»

- J'élève seule un enfant et je travaille à 60%. Mon salaire doit passer de 3500 francs à 3000 francs par mois. J'ai demandé d'augmenter mon temps de travail, cela m'a été refusé. Le temps partiel est tellement mal organisé qu'il m'est impossible d'avoir un deuxième emploi. Je dois toujours être disponible. Comment vivre à Genève avec un salaire aussi bas?

Les activités au sein de Swissport sont variées. Il y a le personnel chargé d'enregistrer les passagers et les bagages, ceux qui travaillent sur la piste par n'importe quel temps et n'importe quel température. Tout ceci pour des salaires de misère. Comment voulez-vous vivre à Genève avec 3000 francs par mois? D'autres employés encore préparent les plans de vols. D'autres encore sont intervenus lors de la crise Covid pour décharger les masques. Leur travail est varié et toujours de plus en plus mal payé.

- J'ai le même salaire qu'il y a 20 ans! nous dit un employé qui n'est pas le seul dans cette situation. L'entreprise vient d'imposer de nouvelles conditions avec des baisses pouvant atteindre plus de 1700 francs par mois.

L'héritage Swissair

Au moment où les employés directs de l'AIG (Aéroport International de Genève) disposent de conditions convenables, ceux de Swissport subissent la concurrence absurde avec l'autre compagnie DNata de manière tout à fait schizo-phrénique. Il est loin le temps où Swissport était un département de notre compagnie nationale Swissair disparue dans des circonstances tout à fait scandaleuses en raison de la gestion calamiteuse de ses «managers», grands adeptes de l'idéologie européiste.

L'affaire Swissport révèle les grands problèmes de notre société.

Résumons! Au nom de l'Europe, Swissair se scinde en plusieurs filiales, dont Swissport qui se charge des services au sol. La même Swissair rachète des canards boiteux européens comme la belge Sabena et la française Air Liberté. **(suite p. 6)**

Dossier Swissport



Le désarroi des employés: «l'obligation d'être frontalier»

(suite de la page 5)

Après la politique désastreuse de feu Swissair, qui comme la grenouille de la fable voulait se faire plus grosse que le boeuf, conduit à la faillite retentissante et au démantèlement de notre ex-compagnie nationale, qui, amaigrie, devient la filiale de Lufthansa. Mais sans Swissport, devenue la plus grande entreprise de manutention au sol et de fret, dans le monde. Cette dernière doit faire face à la concurrence de la société DNata, et se retrouve sous la pression des compagnies aériennes qui en profitent pour faire baisser les prix avec pour conséquence une répercussion sur les salaires des employés.

Ceux-ci se voient leur salaires diminués, alors même que le coup de la vie augmente à Genève. Cela repose la question du salaire minimal qui n'est pas la protection que certains nous annonçaient. Au contraire, cela incite à baisser les salaires et attirer les travailleurs frontaliers.

Aujourd'hui, pour travailler chez Swissport ou DNata, et vivre convenablement, il faut être frontalier.

Nous assistons ici à l'absurdité de la politique de libre-circulation des personnes imposée par l'Union européenne. Avec ces salaires «low-cost», on n'arrive tout simplement pas à vivre à Genève.

Le Grand Conseil est intervenu avec fermeté

Le MCG a déposé la résolution 946 «Soutenons les employés de Swisport contre le dumping salarial» et cosigné une motion avec d'autres partis allant dans la même direction

La résolution 946 invite le Conseil d'Etat à soutenir les employés de Swissport, afin d'éviter le dumping salarial et la crise sociale mais aussi à éviter une sous-enchère sur les salaires et les prix avec la deuxième société qui est en concurrence avec Swissport, tout en incitant ces deux sociétés à signer une convention collective.

La résolution et la motion ont été votés très rapidement par le Grand Conseil qui donne ainsi un signal clair. C'est au Conseil d'Etat de faire entendre cette détermination auprès de l'aéroport genevois.

La conciliation menée par l'ancien conseiller d'Etat David Hiler, mandaté par le gouvernement, a malheureusement échoué et il faut impérativement sortir de l'impasse. Nous suivons de près ce dossier.